AMERIQUE LATINE - Turbulences marquées à gauche en Amérique latine (par Michel Rogalski, Recherches internationales)

jeudi 22 juin 2006, mis en ligne par Dial

Depuis quelques années l'Amérique latine sort d'un rôle passif dans lequel les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales l'avaient reléguée. Non seulement des équipes marquées à gauche, et fortement enracinées dans des luttes populaires, s'emparent, majoritairement, du pouvoir, l'exercent, résistent au froncement de sourcils du grand voisin du nord, et prétendent même s'en affranchir en s'organisant collectivement à travers des alliances régionales. Diverse, cette nouvelle Amérique latine en effervescence inflige même un camouflet au président Bush en faisant échouer son projet d'un vaste ensemble continental sous direction américaine. Comment en est-on arrivé là ?

Des vagues successives ont ponctué la vie politique du continent depuis plusieurs décennies. On se souvient des gorilles musclés des années 60-70, notamment des dictatures militaires féroces et répressives du Brésil, d'Argentine et du Chili avec leurs torturés et « disparus ». On sait maintenant comment des conseillers militaires français ont apporté à ces équipes leur savoir-faire acquis au cours des guerres coloniales. C'était aussi la période des guérillas. Seules trois d'entre elles sont parvenues au pouvoir à travers la lutte armée : à Cuba où Fidel Castro chasse Batista qui avait tranformé l'île en colonie américaine, au Nicaragua avec la victoire des sandinistes qui chassèrent l'équipe corrompue de Somoza, et au Salvador sous forme d'un compromis initié par Perez de Cuellar sous les auspices de l'ONU. Mais ce sont les échecs qui ont dominé ces luttes armées dans les années soixante : Venezuela, Bolivie, Pérou, Argentine, Uruguay, Brésil. Deux expériences restent atypiques. Par sa durée, la Colombie, mais là la protection de couches paysannes plus que l'objectif de la conquête du pouvoir central semble animer les guérillas qui ont trouvé les moyens d'entretenir près de quinze mille hommes en armes et de tenir ainsi l'armée et les paramilitaires en échec. Le mouvement, plus récent, des zapatistes au Mexique n'a pas véritablement de projet national et n'a jamais débordé les populations indigènes.

Vers la fin des années soixante-dix, incapables de faire face aux problèmes sociaux et économiques montants, les juntes militaires discréditées durent passer la main, avec l'assentiment des États-Unis, à des équipes civiles. Compromis boiteux donnant naissance à des régimes hybrides - des « démocratures », mélanges de dictature et de démocratie - où militaires tortionnaires et victimes durent apprendre à vivre ensemble à coup d'amnisties

rétroactives symbolisant la fragilité des rapports de forces établis. Mais happés par la crise de la dette et le choc pétrolier ces équipes connurent des records d'impopularité, de corruption, d'instabilité politique et s'engagèrent dans les politiques d'ajustement structurels préconisées par le FMI et touchant de plein fouet les classes moyennes. Partout les inégalités et la marginalité sociale s'accrurent favorisant le développement du travail informel de survie et les violences urbaines. Pour la plupart ces pays optèrent en faveur de politiques d'attractivité les mettant en concurrence et consistant à attirer un maximum de capitaux étrangers en menant des politiques de moins-disant social et fiscal. Dans le même temps les fuites de capitaux, les exils dorés en Floride et les consommations ostentatoires des riches se multiplièrent, permettant à ces derniers de vivre du continent plutôt que de le développer. La protestation populaire s'amplifia et porta un besoin urgent de changement.

C'est dans ces conditions que Chávez au Venezuela (1999), Lula au Brésil (2002), Nestor Kirchner en Argentine (2003), Tabaré Vásquez en Uruguay (2004), Evo Morales en Bolivie (2005 et Michelle Bachelet au Chili (2006) conquirent le pouvoir majoritairement à travers des élections. Toutes ces expériences s'inscrivent dans des trajectoires singulières profondément ancrées dans l'histoire de chaque pays. Elles traduisent néanmoins partout l'épuisement des politiques néolibérales et l'impact de leurs dégâts. Elles sont portées par des mouvements sociaux très divers, variés dans leur composition et leur mode d'action : grèves syndicales, mouvements paysans, coupeurs de routes (« piqueteros »), associations de quartiers, marches des indiens. Les apports idéologiques sont multiples et s'inspirent de la théologie de la libération, du marxisme, de l'indigénisme, du féminisme, de l'écologie, du nationalisme.

Mais des traits communs marquent tous ces pays. Au-delà des désillusions démocratiques largement partagées, ces expériences héritent toutes d'une situation catastrophique. Et quand la gauche accède au pouvoir elle doit reconquérir des marges de souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d'urgence soulager la misère des couches marginalisées - parfois jusqu'à 40 % de la population - tout en étant attentif à l'appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui ayant sanctionné les équipes précédentes attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L'ampleur de la tâche est immense car cela fait depuis vingt ans que le modèle des transitions démocratiques s'épuise lentement et laisse des pays exsangues. Tout est à construire : système de santé, travaux d'infrastructures, contrôle des ressources nationales des hydrocarbures à l'eau, entreprendre des réformes agraires, accroître l'autonomie alimentaire, alphabétiser les adultes, scolariser les jeunes.

L'expérience la plus décevante est celle du Brésil, malgré les programmes d'aide aux familles pauvres ou le relèvement du

salaire minimum. Cela ne compense pas l'ajustement des dépenses publiques pour rembourser la dette ou les hauts taux d'intérêts pour combattre l'inflation - ou attirer les capitaux ? - ni surtout les scandales à répétition pour corruption qui ont touché l'entourage de Lula, même si celui-ci conserve encore une certaine popularité. L'expérience a d'autant plus déçu qu'elle a été présentée comme un laboratoire de gauche en recomposition sachant allier marxistes, chrétiens, syndicalistes et accueillir les Forums sociaux mondiaux à Porto Alegre.

Au Chili, succédant à Ricardo Lagos, Michelle Bachelet, issue de la coalition centre gauche qui gouverne le pays depuis 2000 a certes rompu avec la dictature de Pinochet (1973-1990) au niveau des libertés publiques mais n'a pas pris à bras le corps la question des inégalités sociales. Son élection relève plus d'une symbolique tenant à son équation personnelle qu'à une volonté de profondes réformes sociales.

En Bolivie, le leader des cocaleros, Evo Morales récemment élu porte les espoirs des populations indigènes les plus marginalisées, propose un programme radical de récupération des richesses nationales et d'aide aux pauvres et n'hésite pas à se rapprocher de Fidel Castro et d'Hugo Chávez au risque de mécontenter d'emblée les États-Unis et les multinationales.

Mais incontestablement l'avancée la plus spectaculaire en Amérique latine s'incarne aujourd'hui dans l'expérience venezuelienne où Hugo Chávez trace méthodiquement son sillon en surmontant les embûches - coup d'État avorté, grèves insurrectionnelle, référendum révocatoire - que les partis de l'ancien pouvoir associés à l'église, aux groupes de presse, au patronat, ont accumulé depuis 1999. Les réformes institutionnelles ont été menées à bien, confortées par une légitimité politique reconnue. Mais l'instabilité de la situation tient au fait que les anciennes classes dirigeantes possèdent encore l'essentiel des leviers économiques et financiers et croient qu'il est toujours naturel qu'elles dirigent le pays. Elles ne se sont pas résignées à la perte de leur pouvoir politique, mais l'assise de Chávez est telle qu'elles n'ont aucun espoir - pas de leader, pas de programme et grande division - de remporter la prochaine présidentielle en décembre. D'où leur penchant à sortir de la légalité. Le président Chávez, élu sur un programme flou - le bolivarisme - commence à mettre en oeuvre des mesures populaires en matière de santé d'éducation, d'aide aux pauvres, d'utilisation des revenus pétroliers. Il a réussi à réinsérer dans la vie citoyenne, sous forme de démocratie participative, plusieurs millions de pauvres qui étaient depuis des décennies écartés de fait de la vie politique. Il fait ouvertement référence à un « socialisme du XXI° siècle » et tisse des liens étroits de coopération avec Cuba. Mais le régime peine à construire un grand parti de masse qui permettrait de débattre des options dans tout le pays, au lieu que cela reste encore l'apanage de quelques mains. Il ne semble pas encore avoir pu rompre de façon convaincante avec la corruption qui mine depuis des décennies le pays.

Malgré ces avancées multiples, l'hégémonie nord-américaine

reste déterminante sur tout le sous-continent, même si la tentative américaine de formation d'un vaste ensemble continental - l'ALCA - a échoué et se heurte à la volonté de nombre pays de renforcer l'alliance régionale du MERCOSUR activement animée par le Brésil. Les États-Unis sont sous la hantise de deux types d'évolutions. L'État failli comme la Colombie qui se transformerait en bourbier en cas de franche intervention et dont un putsch ne résoudrait rien. Les mauvais exemples cubains et venezuelien représentent le second cauchemar pour les États-Unis.

D'ici la fin de l'année des consultations électorales se dérouleront au Mexique, en Colombie, au Brésil, au Venezuela, au Nicaragua. Il s'agit de pays sensibles à enjeux importants. Les issues contribueront à forger la physionomie du continent, à confirmer ou non l'évolution de la dernière période. C'est dire si l'année 2006 comptera. Mais une chose est sûre, les États-Unis ne peuvent plus aussi facilement qu'auparavant traiter l'Amérique latine comme une arrière-cour. Les mécanismes de domination et de prédation perdurent toujours mais font l'objet de contestation de plus en plus fortes.

Faisant récemment allusion au Brésil de Lula et à l'Équateur de Gutiérrez, le vieux leader paysan péruvien Hugo Blanco livrait récemment son sentiment sur l'histoire politique de son pays en rappelant l'adage latino-américain : « Un gouvernement est comme un violon, vous le tenez dans la main gauche et vous le jouez avec la main droite ». Espérons que les faits le démentiront de plus en plus souvent.

Éditorial de MICHEL ROGALSKI.

Recherches internationales, n° 75, 1 - 2006, pp. 3-7.